



Drogues Trafic international

Bulletin électronique

AFGHANISTAN : impact sur la toxicomanie en France de la reprise de la production d'opium en 2002 ?

Jusqu'en 2001, l'Afghanistan était de très loin le premier producteur mondial d'opium. Plus de 80 % de l'héroïne consommée en Europe avait pour origine la matière première ou le produit final en provenance de ce pays. Cette production a connu des fluctuations considérables à partir de 1999. Il est par conséquent intéressant de s'interroger sur leur impact en France afin d'envisager quelles pourraient être les conséquences d'une reprise prévisible de la production sur une grande échelle en 2002.

Alors qu'entre 1994 et 1998 la production annuelle moyenne s'était située autour de 2 500 tonnes (de quoi fabriquer 250 t d'héroïne), les années 1999 et 2000 ont vu deux récoltes record représentant respectivement 4 500 t et 3 200 t. En revanche, à la suite de l'interdiction des cultures lancée par Mollah Omar en août 2000, la production a été négligeable en 2001 : 180 hectares environ et 5 tonnes d'opium dans les zones contrôlées par les taliban, contre 6 350 ha. et 180 t dans les zones occupées par des commandants de l'Alliance du Nord. Les semailles ayant lieu en octobre-novembre, toutes les observations font craindre une reprise importante de la production dans tout le pays en 2002¹.

Une des hypothèses expliquant l'interdiction de la culture par les taliban est que les trafiquants, en particulier de grands commerçants/contrebandiers pachtounes pakistanais, baloutches (iraniens et pakistanais) et tadjiks, détenaient des stocks représentant plus d'un an de production. S'ils avaient été mis sur le marché en même temps que la

récolte 2001, ils auraient provoqué un effondrement des cours. Les trafiquants ont probablement financé cette interdiction en offrant aux taliban une contribution monétaire compensant partiellement leur manque à gagner en taxes sur la culture du pavot et le trafic de l'opium, de la morphine base et de l'héroïne.

Cette hypothèse a été confirmée après le 11 septembre. Craignant sans doute qu'elles ne soient affectées par la guerre qui s'annonçait, les trafiquants ont commencé à écouler leurs réserves sur le marché. Un indice probant est fourni par la baisse du prix du kilogramme d'opium. Il est redescendu à moins de 100 dollars US, après être passé de 30 à 600 dollars US dans les zones tribales du Pakistan. Cette politique de « déstockage », sans doute accompagnée par la vente de l'opium thésaurisé par les familles paysannes, paraît confirmée au cours des deux mois qui ont suivi par la hausse des saisies dans les deux pays, constituant les principales voies des exportations afghanes, l'Iran et le Tadjikistan².

La situation sur les routes iraniennes et tadjik

Les saisies en Iran³ ont traduit les fluctuations de la production d'opiacés en Afghanistan. En effet, c'est par ce pays que s'introduisent ces substances qui emprunteront ensuite la Route des Balkans, principale voie d'approvisionnement de l'Europe (après avoir été transformés en produit fini en Turquie dans le cas de l'opium et de la morphine base). Toutes drogues confondues (parmi lesquelles 79 % d'opium ; 11 % de morphine ; 8 % de haschisch et 2 % d'héroïne)⁴ elles ont été de 194 t en 1997 et en 1998, années « normales ». Durant 1999, année de production record en Afghanistan, elles se sont élevées à 252 t, pour redescendre à 237 t en 2000 (recul de 30 % des productions afghanes). Les sept premiers mois de 2001⁵ révèlent un très net déclin des saisies d'opiacés par rapport à la même période de l'année précédente : 51,6 t d'opium (contre 109,7) ; 4 t de morphine (contre 11,7) et 2,6 t d'héroïne (contre 3,1). Seule exception, les saisies de haschisch (dont la récolte n'a pas été interdite par les taliban), qui sont passées de 15,3 t à 23,8 t.

D'ordinaire, durant les sept premiers mois de l'année, les trafi-

1. Bernard Frahi, chef du Bureau du PNUCID à Islamabad « Déjà les fermiers ont replanté » in Libération du samedi 24 et dimanche 25, p. 8-9.

2. L'annonce, le 19 novembre, par le chef du Département des drogues bulgare, Serguei Damianov que les « taliban vendent leurs stocks d'héroïne » en se fondant sur trois saisies importantes depuis le 11 septembre – 191 kg, 126 kg et 130 kg – soit 3.46 kg, n'est guère convaincante. En effet, selon le même policier, les saisies dans l'année avaient jusque-là dépassé la tonne.

3 Voir DTI n° 4 de mai 2001.

4. Données préliminaires fournies par le Bureau Iran du PNUCID (DCPIRAN/Price-Seizures/Global seizures 1990-2000).

5. Idem.

quants finissent d'écouler les stocks de l'année précédente : la nouvelle récolte a lieu, pour l'essentiel, en juin et juillet. S'il n'avait pas existé de stocks en septembre, les saisies se seraient effondrées. Pendant environ un mois après le 11 septembre, elles ont effectivement diminué. Cela s'explique par le renforcement des contrôles à la frontière par les forces iraniennes et par le ralliement à l'Alliance du Nord de tribus baloutches afghanes vivant le long de la frontière iranienne.

Les saisies ont retrouvé un niveau élevé à partir de la mi-octobre. Ainsi, au cours de la première semaine de novembre, 2 449 t de diverses drogues (opium, morphine, héroïne et haschisch) ont été saisies dans les provinces de Kerman, Sistan Balouchistan et Khorasan et 159 contrebandiers arrêtés⁶.

Contrairement à son homologue iranien, le gouvernement tadjik ne fournit pas systématiquement de statistiques. Cependant, au vu des saisies ponctuelles signalées, le rythme des découvertes de drogues ne paraît pas s'être ralenti au cours de l'année 2001⁷, contrairement à ce qui s'est passé sur la route iranienne. Il s'est accéléré après le 11 septembre. Selon Alexander Kondratyev, porte-parole des Gardes-frontières russes, plus de 5,7 t de drogues ont été saisies à la frontière de l'Afghanistan, parmi lesquelles 2,5 t d'héroïne (contre 1,3 t l'année précédente). Si les saisies n'ont pas diminué d'intensité en 2000, c'est peut-être parce que le ralentissement de l'approvisionnement en provenance des zones talibanes, a été compensé par l'accroissement de la production dans les zones contrôlées par l'Alliance du Nord dont le potentiel théorique était de 18 t d'héroïne exportées quasi-exclusivement par la voie tadjik.

Si les trafiquants pachtoues et baloutches pakistanais qui avaient accumulé des stocks ont financé l'arrêt de la production en 2001, on peut se demander pourquoi ils n'ont pas écoulé la drogue progressivement sur le marché afin d'éviter une rupture de l'approvisionnement. Une première explication est que les mafias de la drogue pakistanaises ne sont pas des « cartels » à la colombienne susceptibles de mener une

politique commune, mais des groupes d'entrepreneurs et de leaders tribaux indépendants. Ceux qui ont financé l'arrêt de la production en 2001 ont peut-être continué à approvisionner le marché (la diminution des flux n'a été que d'environ 50 % sur la route iranienne), tandis que d'autres commerçants/contrebandiers inquiets de l'arrêt de la production pourraient avoir constitué des stocks. Une autre explication est que d'autres trafiquants, en particulier les Tadjik, ont pu organiser une pénurie pour augmenter ensuite les prix de l'héroïne sur le marché. La situation en Russie va dans le sens d'une telle interprétation.

L'éclipse de l'héroïne en Russie

Selon un responsable d'un projet de distribution de seringues de Médecin du monde à Saint-Petersbourg, entre juin et septembre 2001 les toxicomanes se plaignaient de la disparition de l'héroïne sur le marché. Celle qu'ils trouvaient était de très mauvaise qualité, coupée avec du magnésia ou du menthol. Elle provoquait un état de manque permanent, mais aussi une augmentation du nombre d'empoisonnement et d'overdose d'usagers. Ces informations sont confirmées par le service médico-légal de la ville. De ce fait, les visites au bus de Médecin du monde sont passées de près d'une centaine par jour avant la disparition de l'héroïne, à environ une demi-douzaine après. Mais beaucoup de consommateurs ont choisi le sevrage pendant la période de carence, au retour à l'héroïne de fabrication artisanale locale (à partir de la paille de pavot, « le noir ») ou au choix des drogues de synthèse. Ils ne cachaient pas que lorsque la drogue redeviendrait disponible, ils recommenceraient à en prendre.

Les intervenants dans le domaine de la toxicomanie signalent que la situation était la même dans toute la Russie, en particulier à Moscou, Tver, Kaliningrad, Samara, Ekaterinbourg. Pourtant, vers la mi-octobre, les toxicomanes de Saint-Petersbourg sont revenus, au rythme d'une cinquantaine par jour, chercher des seringues au bus de Médecin du monde. Ils indiquaient

qu'on trouvait de nouveau de la « bonne » héroïne, mais plus cher. Les saisies n'ont pas cessé à la frontière tadjik, un des principaux points d'approvisionnement avec le Turkménistan durant toute cette période. On peut donc penser que la pénurie a été organisée par les trafiquants, afin de provoquer une hausse des prix une fois la drogue relancée sur le marché.

Stabilité du marché français

Au cours des trois ou quatre dernières années, on a noté également une raréfaction progressive de l'offre d'héroïne sur le marché français. Mais plusieurs spécialistes y voient plutôt un recul de la demande plutôt qu'une diminution de l'offre. Ce recul inciterait les dealers à proposer d'autres drogues, de la cocaïne en particulier. En 2000, selon l'OCRTIS, les saisies d'héroïne avec 444 kg ont pourtant plus que doublé par rapport à l'année précédente (peut-être en raison du quasi doublement de la production aussi l'année précédente en Afghanistan). En revanche, le nombre d'interpellations sur la voie publique pour trafic de cette drogue n'a que très faiblement augmenté (+ 5,70%).

Ces données quantitatives sont confirmées par des analyses qualitatives. Le « rapport Trend » de juin 2001⁸, mentionne soit une stabilité, soit même une diminution de l'offre de l'héroïne dont la pureté et les prix restent dans l'ensemble inchangés. Une des causes de cette stabilité est que de nombreux consommateurs se sont mis au Subutex injecté (bien meilleur marché et qui présente moins de risques). D'autre part, le rapport annuel de l'association Espoir Goutte d'or (EGO) affirme : « L'héroïne n'a cessé de reculer dans les pratiques des usagers et chute à 28 % [des toxicomanes ayant recours à l'association] cette année [2001]. Dans le même temps, la cocaïne s'est généralisée à l'ensemble des consommateurs, même

6. Agence de presse iranienne IRNA.

7. DTI n°...du... et AEGD La Lettre Internationale des Drogues n° 2 de novembre 2001.

8. Pierre-Yves Bello, Abadalla Toufik, Michel Gandilhon (OFDT)

parmi les exclus, et le crack a cessé d'être une drogue confinée à certains milieux culturels ou socialement défavorisés. Aujourd'hui, le crack est ainsi consommé par 71 % de notre public et le chlorhydrate de cocaïne par 54 % d'entre eux. Le crack ou « caillou » est principalement injecté (54 %) par notre public mais également très souvent fumé (57 %). Le chlorhydrate de cocaïne, lui, est beaucoup plus souvent injecté (90 %) que fumé (16 %) ou sniffé (14 %) ». Le rapport Trend cité plus haut montre que ces constatations sont généralisables, avec des variantes locales (le crack injecté restant par exemple un phénomène parisien), au reste de la France.

Par conséquent, tout donne à penser que même si l'on assiste à une reprise de la culture du pavot sur

une grande échelle en Afghanistan en 2002, comme le suggèrent de nombreux indices, il est peu probable que cela inverse le courant de désaffection progressive, dans les milieux de consommateurs habituels de cette drogue, à l'égard de l'héroïne au profit du Subutex et de la cocaïne. L'arrivée d'une héroïne pure et moins chère pourrait, tout au plus, freiner temporairement ces tendances sur le long terme. Ce sont les pays voisins – Pakistan, Iran, pays de la CEI, Inde, voire Chine – où la consommation d'héroïne constitue déjà une épidémie de grande ampleur, qui subiront vraisemblablement l'impact le plus fort de ce retour des opiacés.

Alain Labrousse ■

POLOGNE: l'exemple du centre MONAR de Cracovie [suite de l'article publié dans DTI n° 10]

La société civile se mobilise pour faire face au développement de la toxicomanie du notamment à la place de la Pologne sur les routes des drogues à destination de l'Union européenne et à une importante production locale d'amphétamine⁹. L'association MONAR qui gère des programmes de prise en charge de la toxicomanie dans la région de Cracovie est la plus connue dans le pays. Son prestige ne l'empêche pas de devoir faire face à de nombreuses difficultés.

MONAR, créée en 1978, gère aujourd'hui environ 30 centres, 20 drop-ins (échange de seringues et soutien aux toxicomanes), et 8 ou 9 programmes de substitution à la méthadone. Par sa notoriété et son budget, elle semble garder la position dominante dont elle jouit depuis de nombreuses années. À Cracovie, la plupart de ses programmes sont gérés du point de vue administratifs par une Association d'aide aux toxicomanes de Cracovie (Krakowskie Towarzystwo Pomocy Uzależnionym, KTPU) car il lui est plus facile d'obtenir des fonds par ce biais. Il y a une autre explication : travailler au nom de MONAR coûte davantage en assurances diverses que de travailler au nom du KTPU.

Les principaux projets en cours sont les suivants :

■ Un centre d'hébergement pour toxicomanes, financé par la ville de Cracovie (50 000 Zl, environ 90 000 FF) ;

■ Un centre de réhabilitation à Pleszow, depuis 1992, capacité d'une trentaine de places. Ce centre est financé par la caisse régionale (77 000 FF) d'assurance maladie, des caisses dont dépendent les intéressés (3 222 000 FF), et le Bureau de la Narcomanie (BdsN) (1 736 000 FF) ;

■ Un centre de désintoxication, séjour de deux semaines, capacité de 15 places, soins médicaux hebdomadaires.

Le coût du séjour est pris en charge par la caisse maladie dont dépend le patient ;

■ Un Programme d'échange de seringues, principalement dans les allées bordées d'arbres autour de la vieille ville de Cracovie. Ce programme est financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (29 000 Zl, 52 000 FF), le Bureau de la Narcomanie (BdsN) (11 000 Zl, 19 700 FF), la ville de Cracovie (10 000 Zl, 17 900 FF) et le centre régional de politique sociale (5 000 Zl, 8 950 FF). Introduit en 1996, ce programme est l'un des plus anciens de Pologne.

La participation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à la lutte contre la toxicomanie en Pologne est mise en œuvre par une Commission pour l'échange de seringues. Des lignes budgétaires sont allouées aux grandes organisations pour les échanges dans des centres d'accueil et à des organisations plus petites et moins en vue pour des échanges sur les marchés illégaux. Cette ventilation des crédits doit être comprise dans le nouveau cadre juridique relatif à la consommation de drogues.

En effet, au début 2001, l'article 48 alinéa 4 de la loi relative aux stupéfiants du 24 avril 1997 qui prévoyait que la possession de drogues pour usage personnel ne faisait pas l'objet de poursuite a été retiré. Les travailleurs de terrain dénoncent les effets pervers de ce changement qui a accru la répression policière. Par exemple les policiers en civil suivent les travailleurs du programme d'échange de seringues afin de procéder à des interpellations en flagrant délit pour possession de drogues. Les consommateurs sont plus méfiants, se déplacent souvent dans les allées et sont sans doute plus réticents pour échanger leurs seringues. Selon un responsable de MONAR, il a fallu changer les horaires d'échange (19h-21h au lieu de 12h-13h et 15h-16h) et le nombre d'utilisateurs servis a chuté (20 par jour au lieu d'une cinquantaine un jour ordinaire d'été). À Katowice,

9. Spécial Pologne, DTI n° 10 de novembre 2001.

en Silésie, où la consommation d'opiacés prend des proportions considérables, MONAR procède aux échanges depuis une voiture privée, dans les zones les plus touchées, comme la gare centrale.

Dans le parc qui borde la vieille ville, les risques sanitaires liés à l'injection de drogues sont flagrants. Le dealer de rue, également usager, transporte parfois une grande seringue (20 cm³) tant pour sa consommation personnelle que pour remplir les seringues de ses clients. Si le dealer consomme en attendant un client, le risque de transmission du VIH, de l'hépatite C ou B est élevé.

La consommation d'amphétamines est également préoccupante. L'amphétamine en ampoules ou en poudre est mélangée dans l'héroïne liquide, puis injectée. Les utilisateurs apprécient l'effet conjugué des deux substances et la descente atténuée quelque temps après la prise. Selon le médecin en charge du programme de substitution à la méthadone à l'hôpital Rydygier de Nowa Huta, la consommation d'amphétamine chez ses patients est assez répandue. À l'hôpital Rydygier¹⁰, la liste d'attente est parfois longue pour une prise en charge à la méthadone et les places

limitées. La prise de Buprénorphine, encadrée par l'hôpital, peut faciliter cette attente. Les critères de prise en charge sont moins sélectifs que pour la méthadone : il ne faut pas nécessairement avoir plus de 20 ans ni être usager depuis plus de trois ans. Ainsi, le traitement à la Buprénorphine plutôt qu'à la méthadone répond certes à des indications thérapeutiques, mais aussi à une situation de fait : l'encombrement des services hospitaliers.

Les méthodes employées pour la délivrance de Buprénorphine sont quelque peu particulières : l'établissement hospitalier délivre une ordonnance à l'usager, qui retire le médicament à la pharmacie, le dépose à l'hôpital où les pilules sont comptabilisées. Or l'usager doit payer ses médicaments à hauteur de 150 Zlotys par mois. Un usager montre ses pilules de la marque Bunondol et se déclare satisfait des effets du produit. Mais il suggère aussi qu'étant donné le coût du médicament, les usagers le financent en vendant des amphétamines, sur leurs marchés illégaux habituels.

**Bertrand Redonnet ■
Correspondant de DTI pour
la Pologne**

République démocratique du Congo (RDC) : les ONG victimes de persécutions

Les associations s'occupant des toxicomanes à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), ont été félicitées en janvier 2001 par le représentant régional du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), dont le siège est à Prétoria, pour les efforts qu'elles ne cessent de déployer afin de faire face aux problèmes posés par la toxicomanie.

En revanche, les autorités congolaises s'en prennent aux associations qui ne peuvent éviter de s'intéresser également au trafic qui jouit souvent de protections au niveau « des gens en uniforme ».

Les épreuves subies par M. Batu Olamba en témoignent. Arrêté le 13 décembre 2000, il intervenait non

seulement pour la réhabilitation des ex-toxicomanes dans le cadre des activités d'une importante ONG, mais il recueillait aussi des informations sur le trafic auprès d'excultivateurs et trafiquants de cannabis « repentis ». Il a personnellement participé, avec l'appui des autorités locales et des paysans, à la

destruction de cinq hectares de cannabis à Oshué, dans le district du Lac, province de Bandundu. Son malheur est que cette production appartenait à une des autorités militaro-administratives de la RDC. Il a ensuite été trahi par une informatrice – liée aux réseaux de trafiquants – d'une société de bureautique chargée de mettre en forme le rapport confidentiel qu'il s'appêtait à communiquer au PNUCID. Incarcéré à la prison du Demiap (prison de la Division spéciale présidentielle destinée principe aux accusés de crimes contre la Sécurité), il a été inculpé « d'intelligence avec la rébellion dirigée par Jean-Pierre Bemba »

Batu Olamba, alors qu'il était sauvagement torturé, a eu la chance d'être connu d'un officier du Demiap qui l'a fait s'évader. Ce policier lui a dit qu'il n'ignorait rien des trafics auxquels ses supérieurs étaient mêlés.

Si les trafiquants n'ont pu jusqu'ici le retrouver, en revanche sa fille de 13 ans, Batu Sola, a été enlevée sur le chemin de l'école et violée par des hommes en uniforme avant d'être relâchée 48 heures plus tard. D'autres responsables d'association ont aussi été arrêtés, comme M. Mpini Moké, président du Comité national anti-drogues, interpellé et détenu pendant 30 jours au Demiap sans aucune raison. Des « inconnus » ont incendié le siège du Conseil national des ONG anti-drogues (COAD). Son président, M. José Mbu, a échappé de justesse aux flammes mais toute la documentation et le matériel informatique ont été perdus.

Alors que la consommation des drogues et la délinquance ne cessent de se développer à Kinshasa, en particulier parmi l'importante population des enfants des rues, sans que le gouvernement ne prenne aucune mesure pour y faire face, cette campagne contre les ONG est de nature à décourager les dernières bonnes volontés.

**Enquête d'un journaliste
belge en RDC ■**

¹⁰. Cet hôpital porte le nom d'un chirurgien militaire, polonais mais exclusivement germanophone, qui a été l'un des pionniers de la gastrochirurgie.

Drogues Trafic international

Bulletin électronique

Annexes

> Publication récente

Imran Syed Akbar Géopolitique des narcotiques en Asie du Sud-Ouest de la période coloniale à nos jours, Université de Paris-VIII Vincennes (Saint Denis), mémoire de Diplôme d'études approfondies de Géopolitique, 1994, 115 p.

Le travail présenté ici n'est pas une « publication récente », mais son évocation est suscitée par la disparition brutale de son auteur pour raison de maladie, journaliste et chercheur pakistanais. L'auteur de ce travail, réalisé sous la direction d'Yves Lacoste, présente une géographie historique de la naissance et du développement de l'économie des opiacés au Pakistan, plus particulièrement au Baloutchistan, d'où il était originaire, et dans la Province frontalière du Nord-Ouest. Son développement est principalement consacré à une analyse géopolitique des rapports de forces et des relations de pouvoir entre les acteurs locaux, tribus et partis politiques, et les acteurs extérieurs, notamment étatiques. L'auteur ancre son analyse de la géopolitique des drogues de la fin du XXe siècle dans le contexte des rivalités impériales du *Great Game* du XIXe siècle. Outre cette approche géopolitique, il se livre à une description minutieuse des multiples routes du narcotraffic. Il les a en

effet parcourues pendant de nombreuses années, depuis les déserts du Baloutchistan jusqu'aux ports de la côte du Makran et ses innombrables bateaux de pêches qui sont autant de moyens de transport des opiacés. Ses recherches universitaires ont grandement contribué à la connaissance de la géographie, de l'histoire et de la géopolitique des « narcotiques » en Asie du Sud-Ouest.

Ce travail de recherche prolongeait une activité de journaliste d'investigation au Pakistan. Imran Akbar (sa signature de presse) qui parlait couramment l'anglais, l'ourdou, le sindi, le penjabi et le baloutch, avait également appris le français. Après avoir été attaché de presse à l'ambassade France à Islamabad, il a successivement écrit, entre 1984 et 1988, pour les quotidiens pakistanais *The Muslim*, *The Frontier Post* and *The Nation*. Il fut le premier journaliste à oser enquêter sur les liens entre la dictature du général Zia (en particulier les services secrets de l'armée pakistanaise *Inter Services*

Intelligence-ISI), et le trafic d'héroïne dans le cadre de leur soutien aux moudjahidins afghans. Il prêtera également un concours très actif aux enquêtes de Lawrence Lifchultz et Alain Labrousse afin que ces « liaisons dangereuses » soient mieux connues aux États-Unis et en France. Ses articles lui ont valu des persécutions constantes des autorités pakistanaise. Il a été victime d'un « accident » de voiture dont il gardera de sérieuses séquelles. La France lui accordera l'asile politique. Poursuivant son travail d'investigation – notamment dans le cadre des activités de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) -, il apportait, par sa collaboration avec *Reporters sans frontière* et le bureau d'Amnesty international à Londres, son soutien aux journalistes de son pays victimes de la répression. Ces dernières années Imran Akbar se penchait particulièrement sur le terrorisme islamique et les activités de Ben Laden. Au moment de sa disparition il venait de signer un contrat avec un grand éditeur pour publier un livre sur son travail d'investigation au Pakistan.

Drogue Trafic International (DTI) se situe dans le champ de la « géopolitique de l'offre » tel qu'il est envisagé par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT). L'OFDT, dans un proche avenir, devra en effet alimenter l'OEDT d'informations et d'analyses sur ce thème. DTI se penche donc de façon prioritaire sur les réseaux alimentant l'Europe et la France; sur les politiques des pays européens ainsi que les sur les pays bénéficiant de la coopération de la France dans le domaine des drogues. Les sources d'information sont officielles (gouvernements, PNUCID/ODDCP, OICS, Interpol, etc.) ou proviennent de « correspondants »

de terrain (chercheurs, membres d'ONG, journalistes, etc.). Bien que les articles soient publiés sous la responsabilité de leurs auteurs, ils font l'objet préalable-ment de vérifications auprès de spécialistes, de recoupements, etc. En dépit de ces garanties, il est clair que « la géopolitique de l'offre » s'inscrit dans le cadre des sciences humaines et ne peut reposer (sauf en ce qui concerne les saisies ou les arrestations par exemple) sur les mêmes critères que les autres publications de l'OFDT. D'où l'inclusion d'une rubrique « mise au point » incluant d'éventuelles rectifications ou commentaires.

Rédacteur en chef: Alain Labrousse/Assistant du rédacteur en chef: Hassan Berber
Directeur de publication: Jean-Michel Costes
Création graphique et mise en page: Frédérique Million

Ce bulletin paraît tous les mois, une fois par trimestre sur support papier et deux fois sur trois comme bulletin électronique.

OFDT - 105 rue la Fayette - 75010 - Paris
Tél: 01 53 20 16 16
Fax: 01 53 20 16 00
E-mail: ofdt@ofdt.fr
Site web: www.drogues.gouv.fr

Prochaine parution: 6 janvier 2002
Contributions: date limite 26 décembre 2001